

IRAK 2003

GEOPOLITIQUE DE L'IMPERIALISME CONTEMPORAIN

Les Etats Unis seront-ils les promoteurs de la démocratisation dans le Sud en général, le monde arabe et l'Irak en particulier ?

L'occupation de l'Irak faisait partie dès l'origine des plans américains de contrôle militaire de la planète. Le blocus infligé pendant treize ans avait préparé l'invasion facile d'un pays à bout de souffle. Car la présence d'armes de destruction massive n'avait guère été qu'un mensonge délibéré, dont au demeurant on ne parle plus. Quelque temps après que cet article fut écrit on annonçait l'arrestation prévisible de Saddam Hussein.

Avec la mise en place à Bagdad d'un gouvernement qui rassemble des personnalités de toutes obédiences apparentes (bourgeoises, islamistes et même communistes - seul le Baas étant exclu), avec la capture de Saddam Hussein, les Etats Unis prétendent promouvoir en Irak une démocratie qui deviendrait un modèle pour les autres pays de la région.

La question qu'on doit poser est de savoir si le projet des Etats Unis pour la planète entière est compatible avec la démocratie. La réponse que j'ai donnée est négative. Car en fait le seul objectif de la stratégie de Washington est d'imposer un tribut au monde entier, par le contrôle militaire de la planète venant prendre la relève du flux des capitaux qui couvre jusqu'ici "spontanément" le déficit américain, la permanence de ce flux étant désormais menacée, accusant la vulnérabilité de la société des Etats Unis, incapable de maintenir par sa propre capacité de production, son niveau de consommation excessif. Ce projet implique-la soumission de l'ensemble du Sud, au diktat impérialiste sauvage de Washington, le démantèlement systématique de toute capacité de résistance économique (la destruction des infrastructures industrielles, scientifiques et sociales par la guerre s'il le faut), politique (par la mise en place de régimes laquais annihilant par là même toute perspective démocratique) et évidemment militaire.

En Irak l'objectif de Washington n'est rien d'autre que le pillage brutal des ressources pétrolières du pays. Et pour que cela soit possible il faut démanteler toutes les capacités industrielles et scientifiques relativement développées dans ce pays, ce qui en faisait un candidat à devenir un acteur actif dans le façonnement de l'ordre régional. Saddam Hussein est lui-même devenu l'ennemi à abattre le jour où il a pensé vendre son pétrole en euros plutôt qu'en dollars. L'Irak est désormais menacée d'une incroyable régression, incompatible évidemment avec toute perspective de sa démocratisation.

Pourrait-on néanmoins imaginer que les Etats Unis renoncent à leur projet global démesure et criminel, au bénéfice d'une gestion partagée de ce que j'ai appelé l'impérialisme collectif de la triade ?

Cette éventualité ne modifierait pas grande chose en ce qui concerne le Sud en général et l'Irak en particulier.

La seule alternative à ce (ou ces) modèle “ d'apartheid à l'échelle mondiale ” implique l'acceptation du principe de la reconstruction d'un système mondial multipolaire, et, dans ce cadre, la mise en place de systèmes de régulation qui ouvrent des espaces à des avancées à la fois du progrès social et de la démocratie, indissociables. Mais, à supposer qu'on s'engage dans cette direction, les sociétés arabes en général, et la société irakienne en particulier, vont-elles se démocratiser par elles-mêmes ?

Les pays arabes et l'Irak sont-ils en mesure d'amorcer leur démocratisation ?

La réponse que j'ai donnée à cette question (cf. Amin et Ali El Kenz, Le monde arabe, pp. 6-12) est mesurée. La culture politique arabe jusqu'à présent n'est pas sortie de ce j'ai appelé le “ système mamelouk ”. L'Irak ne fait pas exception.

Dans ces conditions ce que l'Irak a connu de “ meilleur ” - comme d'autres pays du Sud - ne dépassait pas les limites de ce qu'on pourrait qualifier de “ despotisme éclairé ”, par analogie avec l'Europe du XVIIIe siècle : modernisation, laïcisation et progrès des droits des femmes, industrialisation, éducation, santé. Le Baas en Syrie et en Irak, le kémalisme en Turquie, le nassérisme, et même le régime qualifié de “ communiste ” en Afghanistan appartiennent à cette même famille.

Le “ despotisme éclairé ” aurait-il pu ouvrir la voie à une évolution démocratique ?

L'exemple de la Corée du Sud et de Taiwan suggérerait une réponse positive. Observons néanmoins que dans ces deux cas les Etats Unis ont soutenu activement, pour des motifs géostratégiques, le développement économique et social porté par les régimes en place. Mais ailleurs Washington et l'ensemble des puissances de la triade ont combattu avec énergie le même projet. Ce fait constitue le révélateur que le capitalisme mondialisé réellement existant ne peut pas envisager le “ développement ” des pays du Sud, leur modernisation, leur industrialisation efficace, leur démocratisation éventuelle, parce que ce développement annihilerait les avantages dont les centres sont les bénéficiaires dans le système, impérialiste par nature

L'Irak est l'une des victimes majeures de cette logique impérialiste. La dérive du régime - jusqu'au sanguinaire - a été aggravée par les illusions de Saddam Hussein, qui a cru que son pays pourrait gagner l'amitié des Etats Unis en “ travaillant ” pour eux et en s'engageant dans la guerre contre l'Iran, à l'époque ennemi numéro un pour l'establishment américain. Saddam a reçu alors plus que des promesses, des armes fournies par les Etats Unis (notamment chimiques) et des moyens financiers (fournis par l'allié saoudien de Washington).

L'imbroglio irakien

En dépit des “ succès ” proclamés par l'appareil de la propagande américaine (et la capture de Saddam Hussein en est un) les Etats Unis sont embourbés dans une occupation qui ne sera jamais acceptée par le peuple irakien. Dès le premier jour de cette occupation la réponse s'est manifestée avec vigueur.

La résistance, qui entraîne tous les segments de l'arc politique et idéologique du pays, ira probablement en se renforçant en dépit de la répression coloniale de plus en plus violente qui s'annonce. Car en fait la présence de Saddam Hussein constituait une hypothèque gênante pour son déploiement, nourrissant la crainte du retour d'une dictature abhorrée par la majorité. Son arrestation constitue bien une victoire pour Bush dans sa course à la réélection Mais pas une victoire sur le terrain politique irakien.

Cela dit, l'imbroglio politique en Irak demeure entier. Les médias ont pris l'habitude de donner de l'Irak l'image d'un pays dont la vie politique se réduirait à l'affrontement de ses trois composantes (chiite, sunnite et kurde). L'autorité occupante elle-même semble en être convaincue et croit pouvoir, sur cette base, approfondir les divisions internes du pays Elle encourage visiblement l'Islam politique (chez les Chiites et chez les Sunnites) pour faire contrepoids aux courants laïcs puissants dans la société, comme elle pousse certains dirigeants kurdes à préparer la sécession. Sans doute l'occupant pourra-t-il enregistrer par ces moyens quelques succès à court terme, ne serait-ce que parce que la dictature ayant véritablement liquidé toutes les organisations politiques vibrantes dans l'histoire moderne de l'Irak (en particulier les communistes), les replis “ communautaires ” peuvent paraître pour les uns et les autres les seuls moyens d'affirmation possibles. Les Etats Unis, dont la propre culture politique est elle même largement fondée sur les “ communautarismes ”, flattent ces replis qui font leur affaire. Partout d'ailleurs (on l'a bien vu en Yougoslavie) Washington a donné sa préférence au soutien de régimes “ d'ethnocraties ”. Par là même la politique de l'occupant est devenue l'obstacle majeur à la démocratisation de l'Irak. Cette politique rejoint alors celle de l'allié israélien, qui craint plus que tout un monde renforcé par sa démocratisation et par là même capable de faire respecter les droits des Palestiniens.

Sans doute, l'unité de l'Irak a-t-elle été à l'origine imposée aux Chiites et aux Kurdes, au bénéfice non des “ Sunnites ” en général, mais d'une classe dirigeante issue de ce groupe et fabriquée par les Britanniques pour mettre en place le régime monarchique réactionnaire du mandat. La dérive sanguinaire du régime de Saddam Hussein surtout après sa défaite en 1991, est tout également responsable de l'état actuel de division et de désarroi des Irakiens Néanmoins les conflits politiques majeurs qui ont marqué l'histoire moderne de l'Irak ont été de toute autre nature. Les communistes sont parvenus avec succès à s'implanter chez les uns et les autres. Le Baas lui-même a transgressé sans difficulté l'esprit communautaire qu'on présente comme “ viscéral ”. Les partis démocratiques et socialistes kurdes ont été des partenaires au pouvoir, dans les meilleurs moments de cette histoire (dans des gouvernements combattus à l'époque par les puissances occidentales). Les Kurdes d'Irak ont bénéficié alors d'un statut qu'ils n'ont jamais eu en Turquie, néanmoins, soutenue inconditionnellement par les Etats Unis et candidat à l'Europe. Et c'est pourquoi les uns et les autres ont encore beaucoup d'avenir devant eux (assimiler le Baas comme seulement l'instrument qu'il était devenu avec la dérive de son “ chef ” c'est commettre une grave erreur). Le régime issu de la révolution de Juillet 1958 était parvenu à faire triompher un front populaire national authentique. Le peuple irakien et sa résistance sont capables d'en faire la preuve à nouveau aujourd'hui.